

Julien
Vercueil

**ÉCONOMIE
POLITIQUE
DE LA RUSSIE**

1918-2018

INÉDIT

Économie politique de la Russie

Julien Vercueil

Économie politique de la Russie

(1918-2018)

Éditions du Seuil

COLLECTION DIRIGÉE PAR JACQUES GÉNÉREUX

ISBN 978-2-0214-2608-3

© Éditions du Seuil, février 2019

Le Code de la propriété intellectuelle interdit les copies ou reproductions destinées à une utilisation collective. Toute représentation ou reproduction intégrale ou partielle faite par quelque procédé que ce soit, sans le consentement de l'auteur ou de ses ayants cause, est illicite et constitue une contrefaçon sanctionnée par les articles L.335-2 et suivants du Code de la propriété intellectuelle.

Assis à l'ombre d'un rocher,
J'aperçus l'ombre d'un cocher,
Qui, tenant l'ombre d'une brosse,
Nettoyait l'ombre d'un carrosse.

Les frères Perrault, *L'Énéide travestie*
et Dostoïevski, *Les Frères Karamazov*

Remerciements

Ce livre est issu de mes enseignements à l'Institut national des langues et civilisations orientales (INALCO). Il s'appuie également sur des cours donnés en Russie et au Kazakhstan, à l'université de Rennes, à celle Paris-Descartes ainsi qu'à celle de Savoie, il y a plus longtemps. Il a été façonné par mes échanges avec des collègues et étudiants à l'occasion de colloques ou séminaires, depuis le début des années 2000. Je voudrais ici remercier les personnes qui, de près ou de loin, ont participé à la maturation des idées qu'il contient.

À l'INALCO, Anne de Tinguy et Marie-Sybille de Vienne ont contribué à faire en sorte que je puisse travailler dans un environnement privilégié autant que stimulant. Mes échanges avec Catherine Poujol, Jean Radvanyi, Sébastien Colin, Michel Blanchard et Jean-François Huchet ont été particulièrement précieux. Jean Gérin, Jean-Louis Truel et Christophe Hémerly ont cette capacité de susciter en permanence de nouvelles idées, des rencontres inédites et des projets novateurs, concernant ou non la Russie mais qui m'aident à y réfléchir.

Dans le monde de la recherche française consacrée à l'économie de la Russie et des pays d'Europe centrale et orientale, Anouk Jordan, Petia Koleva, Cécile Lefèvre, Françoise Renversez, Nathalie Rodet-Kroichvili, Bernard Chavance, Pascal Grouiez, Nikolay Nenovsky,

Jean-Pierre Pagé, Jacques Sapir et Yves Zlotowski comptent parmi les chercheurs qui ont contribué à forger, puis affiner mon approche de l'économie russe et de ses spécificités.

En Russie même, ce sont Oleg Govtvan, Dimitry Kouvaline, Viktor Ivanter, Anton Moisseev, Boris Porfyriev, Aleksander Shirov et le regretté Vyachestlav Panfilov (Académie des sciences de Russie), que j'ai côtoyés durant plus de quinze ans dans le cadre du Séminaire franco-russe, et plus récemment Aleksander Bouzgaline et Ruslan Grinberg (université Lomonossov de Moscou), qui m'ont procuré un apport décisif.

Pour un économiste qui utilise les statistiques et la théorie mais ne s'en contente pas, il est essentiel de maintenir un contact direct avec le terrain et les entreprises travaillant en Russie. C'est notamment grâce à Arnaud Dubien (Observatoire franco-russe de Moscou) et Gérard Lutique (Cercle Kondratieff) que j'ai pu approcher tant des PME que certains grands groupes installés en Russie. Rencontres, échanges, tables rondes et conférences sont l'occasion de rester régulièrement au contact de ces problématiques. Les témoignages que je rassemble lors de ces occasions constituent autant d'apports de première main qui complètent ma compréhension du monde des affaires en Russie et de ses comportements.

Mes collègues du séminaire BRICs de l'EHESS-FMSH fournissent à mes analyses sur la Russie des contrepoints sur le Brésil, la Chine, l'Inde ou le Mexique : Guilhem Fabre, Pierre Salama, Michel Schiray et Xavier Richet, mais aussi les partenaires privilégiés de nos travaux depuis cinq ans, en particulier Victor Rodwin (université de New York), Alexis Saludjian et Dalia Maimon (université de Rio de Janeiro), Yuan Zhegang (université de Fudan à Shanghai), Sudip Chaudhuri (Indian Institute of Management, Calcutta), Michele Brunelli (université de Bergame),

Giovanni Balcet (université de Turin), Wladimir Andreff (Paris-Sorbonne), Thierry Pairault (EHESS) et Jean-Raphaël Chaponnière (Asie21 – Futuribles).

Quant à l'approche théorique développée dans ce livre, elle doit beaucoup à mes collègues et amis du comité de rédaction de la *Revue de la régulation* : Agnès Labrousse, Sandrine Michel, Jean-Pierre Chanteau et Thomas Lamarche en particulier, mais également Pierre Alary, Elsa Lafaye de Micheaux, Benjamin Lemoine, Jonathan Marie, Matthieu Montalban et Pepita Ould Ahmed. Parmi ces amis, Martino Nieddu, brillant défenseur de l'économie institutionnaliste, nous a quittés trop tôt. Avec leurs devanciers Robert Boyer, André Orléan, Pascal Petit et Olivier Favereau, ces chercheurs constituent autant d'exemples de résistance à la facilité méthodologique qui guette le milieu universitaire sous l'influence des vérités révélées de la théorie économique standard. En prenant au sérieux l'interaction entre les sciences sociales, en questionnant les rapports entre le politique et l'économique, en élaborant les outils pour en rendre compte et bien qu'aucun d'eux n'ait choisi la Russie comme terrain d'analyse, ils nourrissent ma réflexion sur cette économie politique là.

Par le temps de travail qu'il nécessite et qui s'ajoute au reste, tout livre est le fruit d'un compromis entre l'auteur et sa famille. Je souhaite remercier mes tout-proches : Catherine, Thaïs, Manon et Antonin pour leur patience et leur énergie. Merci aussi à Clovis qui a le premier donné un avis de non-spécialiste, d'autant plus utile pour moi, sur un passage clé de l'ouvrage.

Ce livre est écrit avant tout pour les étudiants – et ceux qui entendent le rester par-delà l'université ! Il est aussi largement le fruit des questions qu'ils m'adressent, à l'INALCO et ailleurs. Lors de ces échanges et débats, leur exigence m'oblige à chercher constamment à être plus précis et plus

clair. Je remercie donc mes étudiants pour leur vigilante attention, qui est l'une des raisons d'être de cet ouvrage.

Enfin, ce livre est dédié aux étudiants de Russie, que je rencontre dans les universités de Moscou et d'ailleurs. Puissent-ils conserver et développer un esprit critique et éclairé, rétif aux dogmes et vérités assésés d'en haut. Puissent-ils rester ainsi les indispensables vecteurs du doute, de la remise en question et de la construction d'alternatives : ces qualités sont aujourd'hui plus que jamais nécessaires.

Introduction

La Russie fascine et inquiète à la fois. État continuateur de la longtemps redoutée Union soviétique, elle a hérité en 1992 d'un espace immense, peuplé de plus de 140 millions d'habitants et doté de ressources naturelles sans équivalent dans le monde. La Russie est également membre permanent du Conseil de sécurité de l'ONU. Parmi les ex-républiques soviétiques, elle est la seule à posséder l'arme atomique. Ses autorités montrent une conception sourcilleuse de sa souveraineté. Depuis quelques années, la Russie s'affirme comme une puissance militaire régionale, n'hésitant plus à déployer son armée hors de ses frontières.

Ce livre analyse le substrat économique de la puissance russe. L'un des héritages structurels de ce substrat est constitué par la planification centralisée de l'économie. Bien que jeté aux orties dans son principe au début des années 1990, ce legs pèse aujourd'hui encore sur la trajectoire de la Russie et sur les choix de ses dirigeants. L'organisation, le maillage et la qualité des infrastructures, la répartition géographique des activités productives, le mode de fonctionnement du système éducatif, du système de santé et du régime des retraites, le rôle du complexe militaro-industriel et du secteur énergétique, jusqu'à la manière de comptabiliser certaines richesses, c'est bien l'ensemble de ces facteurs qui continue d'être influencé à des degrés divers par des institutions développées autour de

la Seconde Guerre mondiale, alors que l'économie privée s'est profondément transformée. Les tensions entre l'influence du passé, les contraintes du présent et les ambitions pour le futur ne cessent de travailler la société russe – mais aussi ses représentants.

Un bref moment, les nouvelles autorités élues sur les décombres de l'Union soviétique ont cru pouvoir faire table rase de cet héritage : à la fin de l'année 1991, elles ont délaissé les principes marxistes et se sont plongées avec l'enthousiasme des nouveaux convertis dans le grand bain du capitalisme mondialisé. Cette immersion brutale, en partie orientée par les conseils des institutions financières internationales, s'est faite dans la douleur. Elle s'est traduite par la destruction de pans entiers de l'industrie, une chute généralisée de la production, la paupérisation de la majorité de la population et une dégradation accélérée de la santé publique. Dans le même temps s'est constituée une nouvelle et mince couche dirigeante, en partie héritière de l'ancienne, qui a rapidement rassemblé à son profit les leviers économiques et politiques du pouvoir. Des fortunes ont été amassées en un temps record à la faveur des positions favorables que cette élite a su occuper avant et pendant les réformes. Si l'on reprend les termes de Karl Marx, c'est à une « accumulation primitive du capital » d'une rapidité et d'une ampleur inédites que la grande transition des années 1990 a donné libre cours, structurant jusqu'à aujourd'hui les relations entre l'économie et le politique. Au traumatisme collectif de la précarité et, parfois, de la misère, s'est ajoutée l'humiliation de la dévaluation du rouble et du défaut souverain de l'État, incapable d'honorer ses dettes envers la plupart de ses créanciers.

Contre toute attente, l'économie russe s'est rapidement extraite de ce qui ressemblait alors à une impasse. Elle a même fini par effacer les principaux stigmates économiques

de la grande dépression des années 1990. Entre le début de l'année 1999 et la fin de l'année 2008, la Russie a connu dix ans d'une croissance sans précédent par sa durée et par son rythme. Cette « décennie brillante » lui a non seulement permis de retrouver puis dépasser le niveau de PIB d'avant la transition, hissant hors de la pauvreté nombre de citoyens, mais elle lui a aussi rendu son rang de puissance régionale respectée, attentive à constituer dans son espace de proximité un réseau d'alliances, d'influences et de coopérations économiques. Ce réseau a été utilisé pour étendre le rayonnement de la Russie et contenir les pressions des puissances européenne, chinoise et américaine dans la région. À l'issue de la décennie, la Russie a pris toute sa place au sein du nouveau forum des BRICS, attelage de puissances émergentes désireuses de montrer que, au-delà du G7, la gouvernance mondiale est aussi faite de coopérations indépendantes de celles des pays occidentaux.

Durant la décennie brillante, la Russie ne s'est pas retournée contre la mondialisation. Les autorités russes ont maintes fois réaffirmé l'inanité d'une vision isolationniste du développement de leur pays, conscientes qu'un tel choix sonnerait le glas de sa modernisation. Tout en recouvrant une certaine capacité d'influence, la Russie a négocié la phase finale de son adhésion à l'Organisation mondiale du commerce (OMC) et a présenté sa candidature à l'Organisation de coopération et de développement économiques (OCDE), que beaucoup considèrent comme le temple du libéralisme des puissances occidentales. En parallèle, les institutions de l'intégration économique régionale promues par la Russie auprès d'autres ex-républiques de l'URSS (Arménie, Bélarus¹, Kazakhstan, Kirghizie, Tadjikistan et surtout Ukraine) ont été calquées sur celles

1. Nous suivons la dénomination officielle onusienne. La république de Bélarus est aussi connue sous le nom de Biélorussie.

de la Communauté européenne des années 1980. Celle-ci a ainsi constitué un modèle institutionnel pour ce projet porté personnellement par Vladimir Poutine. Dans le même temps, les nouvelles coopérations internationales construites par la Russie ont eu pour but de connecter l'espace postsoviétique aux grands courants d'échanges entre l'Asie – et, de plus en plus, la Chine – et l'Europe occidentale. Ainsi, le pouvoir russe a su combiner les avantages de l'intégration régionale à ceux de l'ouverture aux flux multilatéraux, construisant une configuration originale capable de concilier la souveraineté nationale avec l'ouverture de l'économie sur la mondialisation.

Cette grande politique a commencé à changer après la crise des *subprimes* (2008), puis celle des dettes souveraines européennes (2010). Ces deux événements ont achevé de convaincre les autorités russes d'un fait qu'elles avaient sous-estimé durant la décennie précédente : les spécificités du modèle de croissance de l'économie russe le rendent particulièrement vulnérable aux chocs extérieurs. Doublement touché par le tarissement des flux de capitaux et par la chute des prix des matières premières, celui-ci n'a pas résisté longtemps au retournement mondial, en dépit des politiques anticrise. La crise de 2009 a été plus violente en Russie que dans la plupart des autres économies émergentes, Ukraine exceptée. À la suite de ces chocs, les politiques structurelles ont mis l'accent sur la construction de capacités industrielles propres, au besoin à l'abri de protections tarifaires ou monétaires, dans l'objectif de favoriser une substitution de la production nationale aux importations. L'un des moyens imaginés pour y parvenir a été le renforcement de l'intégration économique régionale. L'Union douanière formée, en 2010, par le Bélarus, le Kazakhstan et la Russie en est une des étapes. À terme, cette union avait pour vocation de s'élargir à l'Ukraine, partenaire économique, culturel et technologique de toujours

de la Russie. Mais la réaction russe aux événements de Maïdan, en 2013-2014, en a décidé autrement. Depuis l'annexion de la Crimée et la guerre dans le Donbass, les relations entre l'Ukraine et la Russie sont au plus mal. En outre, la Russie a subi des sanctions internationales et y a répondu par un embargo sur certaines importations occidentales. Elle s'est également engagée dans l'accélération de ses programmes de substitution aux importations. Si l'on porte un regard d'ensemble sur la dernière décennie, celle-ci apparaît comme perdue sur le plan économique et social en Russie. Les turbulences économiques, politiques et diplomatiques majeures qui l'ont émaillée marqueront durablement le pays et, au-delà, son inscription dans l'économie mondiale.

Ce livre, organisé en quatre chapitres, suit un découpage chronologique. Dans le premier, nous rappelons les principes et décrivons le fonctionnement concret de l'économie soviétique jusqu'à son effondrement final, accéléré par les réformes de la perestroïka. Le deuxième chapitre retrace la « Grande Transition » de l'économie de la Russie, de son indépendance en 1991 jusqu'au krach financier et monétaire d'août 1998. Dans le troisième chapitre, nous étudions la « décennie brillante » qui permet le spectaculaire rebond de la puissance économique et diplomatique de la Russie. Nous mettons aussi en évidence les limites structurelles de son modèle de croissance. Le dernier chapitre, consacré à l'évolution de l'économie depuis la fin des années 2000, propose une analyse des turbulences de l'environnement immédiat de la Russie – en particulier la crise des *subprimes* et le conflit en Ukraine –, qui ont profondément affecté sa trajectoire économique jusqu'à nos jours.

Le cadre théorique utilisé pour étudier ces transformations n'est pas celui de l'analyse néo-classique, parfois aussi dénommée « économie standard ». Nous considérons que les approches relevant directement de cette école

de pensée, bien que dominantes aujourd'hui, ne sont adaptées que pour l'analyse de phénomènes extrêmes, fort rares dans l'histoire, où l'information est correctement distribuée entre les agents, où ceux-ci font preuve d'une rationalité sans faille et où les institutions ont un rôle marginal. Pour analyser de manière pertinente la grande majorité des situations historiques, des approches moins limitées, capables de rendre compte de conditions contextuelles et cognitives plus générales, sont nécessaires. Ces approches font de l'optimisation l'exception et non la règle. Elles admettent que les comportements des agents économiques puissent dépendre du contexte dans lequel ils sont plongés, que leur nature relève davantage du tâtonnement, de l'essai et de l'erreur que du calcul exhaustif et sans coût privilégié par la théorie standard. Elles font de l'incertitude stratégique, des divergences d'intérêt et du conflit les moteurs fondamentaux des décisions et du changement économiques. C'est en nous référant à ces approches d'économie institutionnelle¹ que nous proposons dans ce livre une « économie politique » de la Russie.

Mais l'économie russe est aussi une « économie politique » au premier sens du terme : les décisions politiques y impriment leur marque, elles influencent sa trajectoire. Ne pas en tenir compte, c'est se résoudre à ne décrire que des « ombres », comme dans la citation de Fiodor Pavlovitch, le père des frères Karamazov, reproduite en exergue de ce livre. Et s'il ne se contente pas de leur ombre portée dans les statistiques, l'analyste aura d'autant plus de mal à porter un regard neutre sur les événements : lorsqu'une décision politique a eu des conséquences économiques néfastes pour la majorité de la population, comment pourrait-il s'abstenir de le faire remarquer ? La question normative est partout présente en économie, quoi qu'en disent

1. Chavance, 2007.

INTRODUCTION

certaines économistes. L'important, nous semble-t-il, est que l'analyste explicite l'appareil normatif avec lequel il traite les faits qu'il a sélectionnés. C'est ce que nous nous efforcerons de faire dans ce livre. Nous tâcherons aussi de fournir au lecteur, chaque fois que cela sera nécessaire, les notions fondamentales d'analyse économique pour comprendre les évolutions et en dégager les enjeux. C'est en ce sens, à la fois normatif et descriptif, que nous abordons dans cet ouvrage l'économie politique de la Russie.

RÉALISATION : NORD COMPO À VILLENEUVE-D'ASCQ
IMPRESSION : NORMANDIE ROTO IMPRESSION S.A.S À LONRAI
DÉPOT LÉGAL : FÉVRIER 2019. N° 140226 (XXXXXXX)
IMPRIMÉ EN FRANCE